

Cote du document: EB 2010/101/R.25/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 14 c) i)  
Date: 15 décembre 2010  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Oeuvrer pour que les populations rurales pauvres se libèrent de la pauvreté

## Rapport du Président

### Proposition de prêt et de don au Royaume du Bhoutan pour le

### Projet relatif à l'accès au marché et à l'intensification de la croissance

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Maria Donnat**  
Chargeée de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2399  
courriel: [m.donnat@ifad.org](mailto:m.donnat@ifad.org)

##### Transmission des documents:

**Liam F. Chicca**  
Fonctionnaire responsable des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2462  
courriel: [l.chicca@ifad.org](mailto:l.chicca@ifad.org)

Conseil d'administration — Cent unième session  
Rome, 14-16 décembre 2010

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

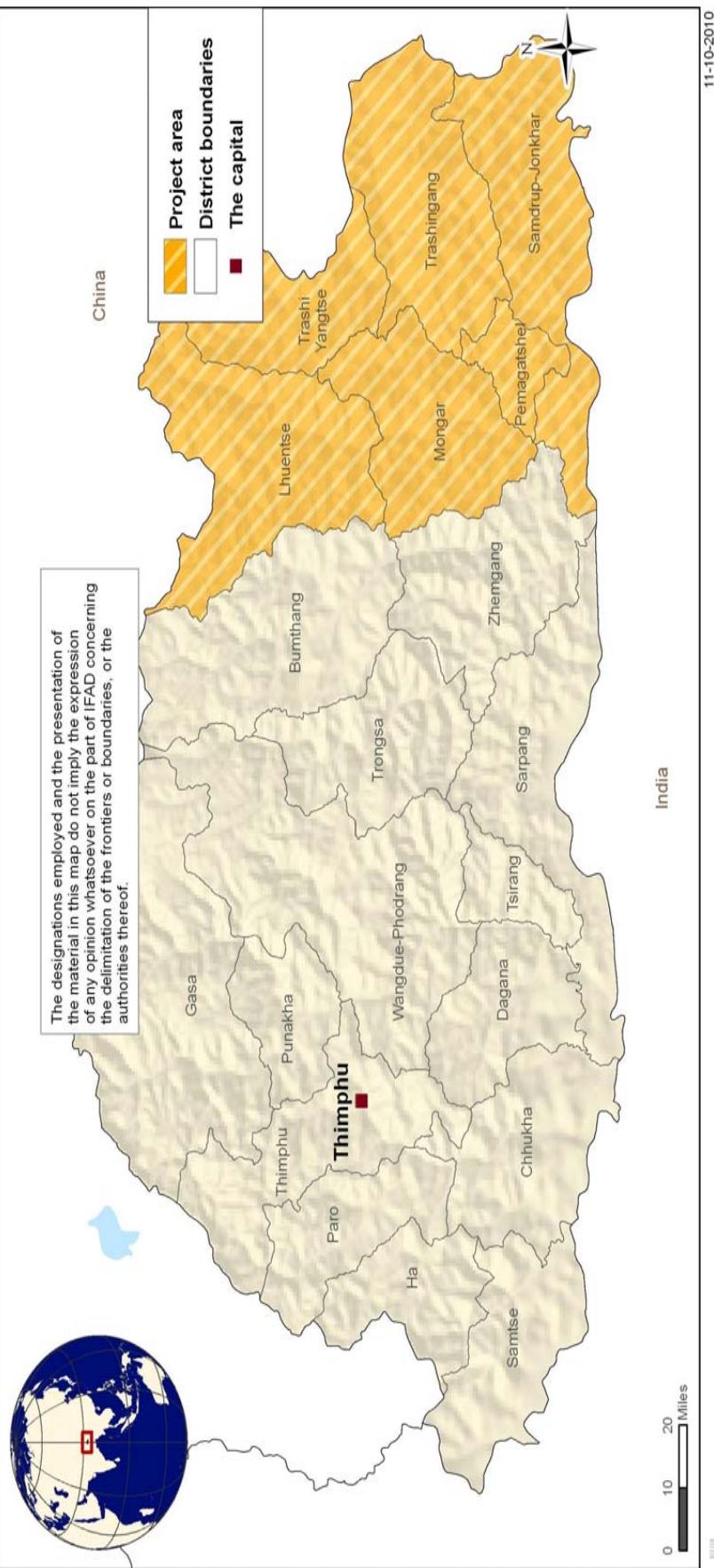
<b>Sigles et acronymes</b>	i
<b>Carte de la zone du projet</b>	ii
<b>Résumé du financement</b>	iii
<b>Recommandation pour approbation</b>	1
<b>I. Le projet</b>	1
A. Principal créneau de développement visé par le projet	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	6
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	6
<b>III. Recommandation</b>	6
<b>Annexe</b>	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	7
<b>Appendices</b>	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	2

## Sigles et acronymes

MAF	Ministère de l'agriculture et des forêts
RAMCO	Bureau régional pour la commercialisation agricole et les coopératives
SNV	Agence néerlandaise de développement international

## Carte de la zone du projet

**Kingdom of Bhutan**  
 Market Access and Growth Intensification Project  
*President's report*



11-10-2010

**Source:** FIDA  
 Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.



## Royaume du Bhoutan

### Projet relatif à l'accès au marché et à l'intensification de la croissance

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	Royaume du Bhoutan
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture et des forêts
<b>Coût total du projet:</b>	15,78 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	5,6 millions de DTS (équivalent approximativement à 8,49 millions d'USD)
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>Montant du don du FIDA:</b>	2,0 millions d'USD
<b>Cofinanceur:</b>	Agence néerlandaise de développement international (SNV)
<b>Montant du cofinancement:</b>	SNV: 0,40 million d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Don
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	3,81 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	1,04 million d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur du Royaume du Bhoutan pour le Projet relatif à l'accès au marché et à l'intensification de la croissance, telle qu'elle figure au paragraphe 37.

## **Proposition de prêt et de don au Royaume du Bhoutan pour le Projet relatif à l'accès au marché et à l'intensification de la croissance**

### **I. Le projet**

#### **A. Principal créneau de développement visé par le projet**

1. Couvrant six districts dans l'est du Bhoutan, le projet répondra aux besoins suivants: i) les paysans établis dans des zones isolées, inaccessibles par la route, ont besoin de soutien pour accroître la productivité de leurs activités agricoles de subsistance afin d'assurer leur sécurité alimentaire pendant toute l'année; et ii) les paysans vivant dans des régions desservies par des routes ont besoin de soutien pour, d'une part, lancer ou intensifier les cultures de rapport et la production laitière et, d'autre part, réaliser des économies d'échelle au niveau de la production, de la transformation et du transport. Le but ultime est de permettre à ces agriculteurs entrant dans les circuits commerciaux de tirer pleinement parti du marché intérieur et des marchés d'exportation.

#### **B. Financement proposé**

##### **Modalités et conditions**

2. Il est proposé que le FIDA accorde au Royaume du Bhoutan un prêt d'un montant de 5,6 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,49 millions d'USD) à des conditions particulièrement favorables pour contribuer au financement du Projet relatif à l'accès au marché et à l'intensification de la croissance. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il est également proposé que le FIDA accorde au Royaume du Bhoutan un financement sous la forme d'un don de 2,0 millions d'USD dans le cadre de la contribution complémentaire de la Suède à la huitième reconstitution.

##### **Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA**

3. L'allocation fixée pour le Bhoutan au titre du SAFP est de 8,76 millions d'USD sur les trois ans du cycle 2010-2012. Le montant du prêt est compris dans cette allocation.

##### **Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État**

4. L'analyse de la soutenabilité de la dette réalisée conjointement par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale en 2009 a conclu que le profil de la dette extérieure du Bhoutan était soutenable dans la plupart des scénarios possibles et comportait un risque de surendettement modéré. Cette analyse tient compte de la viabilité commerciale des projets hydroélectriques du Bhoutan, des bons antécédents du pays dans la mise en œuvre des projets et du niveau élevé de ses réserves internationales, ainsi que du solide soutien des bailleurs de fonds.

##### **Flux de fonds**

5. Le flux des fonds sera régi par les procédures publiques normales. Les fonds du FIDA seront déposés sur des comptes désignés distincts pour le prêt et pour le don qui seront ouverts à cet effet auprès de l'Autorité monétaire royale. Les fonds seront

ensuite transférés sur un compte spécial au niveau de chacun des six districts concernés pour financer les activités du projet.

#### **Modalités de supervision**

6. Le projet sera supervisé et le financement administré par le FIDA.

#### **Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et aux politiques opérationnelles du FIDA**

7. Aucune dérogation n'est prévue.

#### **Gouvernance**

8. Les mesures suivantes sont prévues afin de renforcer les aspects du financement du FIDA qui ont trait à la gouvernance: i) les comptes spéciaux ouverts au niveau des districts pour le projet feront l'objet d'un audit annuel, distinct de l'audit des comptes du district, par un commissaire aux comptes ayant l'agrément du FIDA; ii) un responsable de la coordination du projet sera désigné au sein du Ministère de l'agriculture et des forêts (MAF) (Division de l'ingénierie, Département de l'agriculture) pour veiller à ce que les autorités des districts respectent strictement les Directives du FIDA concernant la passation des marchés lorsqu'elles attribuent des contrats de travaux de génie civil; et iii) les achats et l'attribution des contrats aux prestataires de services seront conformes aux directives du FIDA en la matière.

### **C. Groupe cible et participation**

#### **Groupe cible**

9. En application de la Politique du FIDA en matière de ciblage, les principaux groupes ciblés par le projet sont les suivants: i) les paysans pauvres, pratiquant une agriculture de subsistance et souffrant d'insécurité alimentaire, les ménages dirigés par une femme et les éleveurs de yaks vivant dans 11 *gewog* (sous-districts) isolés; ii) les agriculteurs qui commencent à commercialiser leur production, vivant dans 37 *gewog* accessibles par la route et dotés d'un potentiel agroécologique autorisant l'intensification et la croissance de l'agriculture et de l'élevage.

#### **Méthode de ciblage**

10. Pour un premier repérage des 48 *gewog* qu'il est proposé de cibler, on a retenu les deux catégories suivantes: i) les *gewog* ayant le pourcentage le plus élevé (45 à 100%) de ménages vivant à plus d'une journée de marche de la route la plus proche; et ii) les *gewog* accessibles par la route et ayant de vastes zones humides, ou sèches ou productrices de cultures de rapport, ou encore ayant le cheptel de yaks ou autre bétail le plus nombreux. Cette sélection préliminaire sera confirmée au démarrage du projet.
11. Le projet adoptera une approche non exclusive pour sélectionner les ménages bénéficiaires. Dans chaque *gewog* sélectionné, le personnel de vulgarisation et les chefs de village procéderont à l'identification préliminaire des ménages selon une méthode participative, en fonction de critères tels que l'intérêt à participer aux activités du projet, ou encore le potentiel (en termes de systèmes culturels et de disponibilité de ressources foncières) et la capacité (en termes de main-d'œuvre disponible au sein du ménage) de le faire. Lors de la phase finale de la sélection, on veillera tout particulièrement à ce que les ménages les plus pauvres et les ménages dirigés par une femme qui sont intéressés puissent participer aux activités du projet.

#### **Participation**

12. Les bénéficiaires participeront au projet principalement par le biais de fermes-écoles. Cette approche est fondée sur des méthodes d'éducation des adultes et d'apprentissage par l'expérience qui permettent à des groupes de paysans de diagnostiquer les contraintes et les opportunités relatives à l'amélioration de la production pour se mettre ensuite d'accord sur les actions à entreprendre. Grâce aux fermes-écoles et autres groupements de producteurs, les bénéficiaires auront accès aux services de soutien et aux intrants requis.

## **D. Objectifs de développement**

### **Objectifs clés**

13. Le but général du projet est de réduire la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire ainsi que le niveau de vie des ménages ruraux pauvres vivant dans six districts de l'est du Bhoutan.
14. L'objectif spécifique du projet est d'améliorer la productivité des systèmes agricoles de subsistance dans les communautés inaccessibles par la route et, dans les communautés desservies par la route, d'intensifier les cultures de rapport et la production laitière et de favoriser l'accès des petits exploitants aux marchés.

### **Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

15. Le projet permettra d'améliorer l'efficience des services de vulgarisation; de renforcer les liens organiques entre les départements d'exécution du MAF et les agents concernés au sein des districts; de soutenir le Département de la commercialisation agricole et des coopératives, récemment créé; de favoriser la mise en œuvre de la loi de 2009 sur les coopératives; et de consolider les directives du MAF sur la formation de groupes.

### **Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA**

16. Les objectifs du projet et les activités proposées sont conformes au Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, à sa Stratégie pour le secteur privé: développement et partenariat, ainsi qu'à sa stratégie en matière d'innovation.

## **E. Harmonisation et alignement**

### **Alignement sur les priorités nationales**

17. Le projet s'inscrit pleinement dans le cadre de la politique du Bhoutan relative au secteur des ressources naturelles renouvelables et répond aux objectifs de son dixième plan quinquennal (2008-2013), à savoir: i) développer les moyens de subsistance durables de la population rurale en améliorant la productivité de l'agriculture et de l'élevage et en élargissant les débouchés commerciaux pour les produits agricoles et les autres ressources naturelles; ii) protéger les forêts et les ressources en eau, et encourager leur utilisation commerciale dans une optique de durabilité; iii) promouvoir une approche durable de l'agriculture commerciale et de l'exploitation des pâturages; et iv) transformer l'agriculture de subsistance sans compromettre la sécurité alimentaire. En particulier, le projet contribuera à la mise en œuvre du programme prioritaire du MAF intitulé "Un gewog, trois produits".

### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

18. Rares sont les bailleurs de fonds actuellement actifs dans les six districts orientaux. Le projet cherchera à créer des synergies avec les activités menées dans le cadre du Projet de recherche-développement horticole financé par l'Agence japonaise de coopération internationale – mis en œuvre par le Centre de recherche sur les ressources naturelles de Wenkhar – et avec le Projet de gestion durable des terres financé par la Banque mondiale et le Fonds pour l'environnement mondial, en cours d'exécution dans le district de Trashigang. L'Agence néerlandaise de développement international (SNV) fournira et cofinancera l'assistance technique indispensable.

## **F. Composantes et catégories de dépenses**

### **Principales composantes**

19. Le projet comprend trois composantes: i) soutien aux communautés pauvres vivant de l'agriculture de subsistance; ii) intensification agricole et amélioration de l'accès au marché; et iii) gestion et coordination du projet.

### **Catégories de dépenses**

20. Cinq catégories de dépenses sont prévues: i) travaux de génie civil (30,6%); ii) formation et assistance technique (16,4%); iii) équipement et matériaux (42,1%); iv) bétail (5,7%); et v) coûts récurrents (5,2%).

## **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Principaux partenaires d'exécution**

21. Ce sont le MAF; les services de l'administration des districts et le Bureau régional pour la commercialisation agricole et les coopératives (RAMCO); des entreprises du secteur privé réalisant sous contrat la construction ou la réhabilitation des routes; et des groupements de producteurs et des coopératives.

### **Responsabilités en matière d'exécution**

22. Une unité de coordination du projet, au sein du Secrétariat du MAF, sera chargée de la coordination globale des activités du projet, tandis que des responsables de la coordination seront nommés au sein de chaque département d'exécution du MAF (Département de l'agriculture, Département de l'élevage, Département des forêts et des parcs, et Département de la commercialisation agricole et des coopératives) pour fournir un appui technique aux agents d'exécution au niveau des districts. Sur le terrain, les activités seront menées sous la responsabilité des agents des services d'exécution des districts, du personnel de vulgarisation des *gewog* et du personnel du RAMCO.

### **Rôle de l'assistance technique**

23. Le projet financera l'assistance technique essentielle pour ajuster les directives du MAF en matière de formation de groupes; il préparera des programmes de formation pour les fermes-écoles et pour les principales techniques améliorées qui seront introduites par le projet; il soutiendra les activités pilotes en matière d'agrotourisme; et il aidera le RAMCO à mettre en œuvre sur de bonnes bases les activités de soutien à la commercialisation.

### **Situation des principaux accords d'exécution**

24. Un mémorandum d'accord sera signé entre le MAF et la SNV lors de l'approbation du projet aux fins de l'utilisation de l'assistance technique de la SNV.

### **Principaux partenaires financiers et montants engagés**

25. Le coût total du projet est de 15,78 millions d'USD sur quatre ans. Les sources de financement sont: i) le FIDA, qui accordera un prêt de 8,49 millions d'USD (53,8% du coût total) et un financement sous la forme d'un don de 2,0 millions d'USD (12,7%); ii) le gouvernement (24,2%); iii) la SNV (1,1%); iv) les bénéficiaires du projet (8,1%); et v) le secteur privé (0,1%). Le financement proposé sous forme de don est disponible au titre de la contribution complémentaire de la Suède à la huitième reconstitution des ressources du FIDA.

## **H. Avantages et justification économique et financière**

### **Principales catégories d'avantages découlant du projet**

26. Les ménages ciblés bénéficieront directement des revenus plus élevés qu'ils tireront des cultures de rapport et de la vente de produits laitiers, grâce à un accroissement de la productivité, à des activités créatrices de valeur, à la diminution des pertes après récolte, à la baisse des coûts de transport et à un meilleur accès aux marchés. Les ménages pratiquant l'agriculture de subsistance bénéficieront d'une meilleure sécurité alimentaire, grâce à l'augmentation des rendements de leurs cultures et de leur production de légumes, à la diminution des pertes après récolte et à l'activité secondaire d'élevage de volaille en basse-cour. Parmi les avantages non quantifiables du projet, on peut citer l'autonomisation des communautés, le renforcement de la prestation des services de vulgarisation et des effets favorables sur l'environnement. L'ensemble de la population de l'est du pays bénéficiera indirectement du projet grâce à l'accroissement des échanges commerciaux.

### **Viabilité économique et financière**

27. L'analyse financière met en évidence une marge bénéficiaire intéressante pour toutes les principales cultures ciblées par le projet et pour la production laitière, avec un bon rendement de la main-d'œuvre pour les paysans. L'analyse économique fait état d'un taux de rentabilité économique d'environ 18%, assorti d'une sensibilité modérée à une baisse raisonnable des avantages et à une hausse des coûts.

## **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

### **Modalités de gestion des savoirs**

28. Les savoirs acquis et les enseignements tirés de la mise en œuvre du projet, et en particulier des innovations introduites, feront l'objet d'échanges entre les différents partenaires dans le cadre d'ateliers et de rencontres organisés régulièrement et destinés au partage d'expérience, ainsi que lors des réunions du comité de direction du projet. Le projet produira régulièrement des articles et des données actualisées sur la performance qu'il communiquera au MAF pour affichage sur son site Internet, aux plates-formes d'échange de savoirs du FIDA et aux programmes régionaux concernés des centres internationaux de recherche agricole.

### **Innovations en matière de développement**

29. Le projet pilotera ou mettra en œuvre un certain nombre d'innovations: i) le projet pilote d'agrotourisme, une première dans le pays, qui propose de créer un partenariat entre un opérateur de tourisme et une communauté rurale en vue d'accueillir des touristes chez l'habitant dans des régions isolées; ii) des mesures pilotes de prévention des dégâts infligés aux cultures par la faune sauvage; iii) la location à bail de terres appartenant à l'État pour y pratiquer l'horticulture et l'élevage; iv) la mise sur pied de coentreprises associant des agriculteurs et le secteur privé; et v) une introduction à grande échelle du concept de ferme-école.

### **Approche d'élargissement**

30. Le projet reproduira à plus grande échelle les approches pilotes appliquées avec succès dans le cadre du projet précédent, financé par le FIDA, à savoir le Programme de promotion de l'agriculture, de la commercialisation et des entreprises. En cas de réussite, les diverses innovations et initiatives pilotes soutenues par le projet offrent de bonnes perspectives de reproduction.

## **J. Principaux risques**

### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

31. Le projet comporte trois risques principaux: i) des retards dans le renforcement des capacités techniques du personnel de vulgarisation des districts et des *gewog*; ii) des difficultés dans l'organisation des communautés en groupes présentant une bonne cohésion; et iii) une faible capacité des ingénieurs des districts à gérer la passation des marchés de travaux de génie civil et à superviser les sous-traitants. Les mesures d'atténuation prévues consistent: i) à organiser une mission de supervision dans les six mois suivant le démarrage du projet afin de contrôler les progrès accomplis dans l'élaboration des programmes, la formation des formateurs et la formation du personnel; ii) à vérifier que les processus de formation de groupes font l'objet d'un suivi adéquat; et iii) à clarifier toutes les obligations prévues dans le manuel d'exécution des projets du FIDA et à assurer une formation régulière du personnel sur les aspects fiduciaires.

### **Classification environnementale**

32. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le projet a été classé en catégorie B, car une approche respectueuse de l'environnement sera suivie dans la mise en œuvre de toutes les activités proposées. En particulier, les activités de construction et de réhabilitation routière seront menées dans le respect des normes de construction routière du pays, qui prévoient la protection de l'environnement.

## **K. Durabilité**

33. Dans le cadre d'une stratégie de durabilité après son achèvement, le projet prévoit de mettre en place des groupes de producteurs ruraux dotés d'une bonne cohésion, qui bénéficieront, le moment venu, d'un soutien pour se transformer en coopératives légalement constituées. Pour favoriser la durabilité des investissements les plus grands, le projet aidera le RAMCO à mettre en place un dispositif d'apport de capitaux avec des investisseurs du secteur privé. Pour contribuer à la durabilité post-projet des routes rurales, le projet fournira des fonds destinés à la remise en état après la mousson et à la maintenance routière pendant les deux années suivant l'achèvement des routes. Au-delà de cette période, la maintenance sera financée et effectuée conformément au plan prévu dans l'accord tripartite signé, pour chaque route rurale, par l'administration des districts, l'administration des *gewog* et le MAF.

## **II. Instruments juridiques et autorité**

34. Un accord de financement entre le Royaume du Bhoutan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
35. Le Royaume du Bhoutan est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
36. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

## **III. Recommandation**

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera au Royaume du Bhoutan un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à cinq millions six cent mille droits de tirage spéciaux (5 600 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Royaume du Bhoutan un don d'un montant équivalant à deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

# **Negotiated financing agreement: "Market Access and Growth Intensification Project (MAGIP)"**

(Negotiations concluded on 8 December 2010)

## **FINANCING AGREEMENT**

Loan Number: \_\_\_\_\_

Grant Number: \_\_\_\_\_

Project Title: Market Access and Growth Intensification Project (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and the

Kingdom of Bhutan (the "Borrower/Recipient")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

**WHEREAS** the Borrower/Recipient has requested financing in the form of loan and grant from the Fund to assist in financing the Project described in schedule 1 to this Financing Agreement,

**NOW THEREFORE**, the Parties hereby agree as follows:

### **Section A**

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan (the "Loan") and a Grant (the "Grant") to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

### **Section B**

- 1 The amount of the Loan is five million six hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 5 600 000). The amount of the Grant is two million US dollars (USD 2 000 000).
- 2 The Loan is granted on highly concessional terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be USD.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.

5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 April and 15 October of each year in the payment currency. Principal of the loan will be paid in fifty nine (59) equal semi annual instalments of SDR 93 334 payable on each 15 April and 15 October, starting on 15 April 2021 and ending on 15 April 2050, plus a further final instalment of SDR 93 294 payable on 15 October 2050.

6. Designated accounts.

(a) There shall be a loan designated account (the "Loan Designated Account") and a grant designated account (the "Grant Designated Account") for the purposes of receiving the Loan and the Grant respectively and financing the Project.

(b) Both Designated Accounts shall be opened in a bank acceptable to the Fund, denominated in USD and on terms and conditions satisfactory to the Fund, including but not limited to appropriate protection against set off, seizure or attachment. The Designated Accounts shall be operated by the Department of Public Accounts ("DPA") of the Ministry of Finance ("MOF") of the Borrower/Recipient or any other competent department authorized by the MOF.

7. Project accounts.

There shall be eight (8) Project Accounts (known as "Project Letter of Credit Accounts") for the benefit of the Project opened in a bank acceptable to the Fund to receive resources from the Loan Designated Account and the Grant Designated Account through the Government Budget Fund Account of the Borrower/Recipient. One (1) Project Account is to finance the eligible expenditures of the Project Coordination Unit ("PCU") as referred to in paragraphs 8 and 8.1 of Schedule 1 hereto. One (1) Project Account for the eligible expenditures of the Regional Agricultural Marketing and Cooperative Office ("RAMCO") as referred to in paragraph 11 of Schedule 1 hereto. The remaining six (6) Project Accounts are to finance the eligible expenditures incurred in the six *Dzongkhags* in the Project Area as referred to in paragraph 10 of Schedule 1 hereto.

8. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing to finance expenditures covered under paragraph 1 of Schedule 2, as well as recurrent costs.

### **Section C**

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Forests ("MOAF") of the Borrower/Recipient.

2. The following are designated as additional Project Parties:

(a) The *Dzongkhag* Administrations as described in paragraph 10 of Schedule 1 hereto; and

(b) The RAMCO.

3. The Project Completion Date shall be the fourth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

### **Section D**

The Loan and Grant will be administered and the Project supervised by the Fund.

**Section E**

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:

Any competent authority has taken action without the prior consent of the Fund for institutional changes to the Programme Steering Committee (the "PSC") as referred to in paragraph 6 of Schedule 1 hereto and/or the PCU, including but not limited to modification of the membership composition, dissolution and merger and the Fund has determined that any such event listed above is likely to have a material adverse effect on the Project.

2. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal:

- (a) The PCU is established and a full-time Project Coordinator as described in paragraph 8 in Schedule 1 has been appointed by the MOAF;
- (b) The IFAD no-objection on the first Annual Work Plan and Budget ("AWPB") shall have been obtained; and
- (c) The Designated Accounts and Project Accounts shall have been opened on terms and conditions in accordance with this Agreement.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President of IFAD  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

For the Recipient:

Director  
Department of Public Accounts  
Ministry of Finance  
Thimphu, Bhutan

This agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

---

For the Fund

---

For the Borrower/Recipient

## Schedule 1

### *Project/Programme Description and Implementation Arrangements*

#### **I. Project/Programme Description**

1. *Target Population.* The Project shall benefit i) poor, food insecure subsistence farmers, women-headed households and yak herders living in remote *gewogs* (sub-districts); and ii) emerging commercial farmers living in *gewogs* with road access and the agro-ecological potential for agricultural and livestock intensification and growth. Both categories of beneficiaries are located in six eastern *dzongkhags* (districts), namely, Lhuentse, Tashiyangtse, Trashigang, Mongar, Pemagatshel and Samdrup Jongkhar (the "Project Area").

2. *Goal.* The goal of the Project is to reduce poverty and improve food security and the standards of living of target rural households in the Project Area.

3. *Objectives.* The objectives of the Project are to improve the productivity of subsistence-based farming systems in communities with no road access, and to intensify the production of cash crops and dairy products, while enhancing smallholders' access to markets, in communities with road access.

4. *Components.* The Project consists of three Components: (i) Support to poor subsistence farming communities; (ii) Agricultural intensification and support to market access; and (iii) Project management and coordination.

4.1. *Support to poor subsistence farming communities.* The specific objective of this Component is to enhance the productivity of subsistence farming systems and to diversify the livelihood means of remote communities, with a view at improving food security. It is composed of the four following sub-components:

- (i) Agricultural development, which aims at strengthening the capacities of poor subsistence farmers to adopt improved agricultural practices and better manage their natural resources base;
- (ii) Livestock development, whereby improved pullets, along with related training, will be provided to target poorest households;
- (iii) Community forestry management, which will strengthen existing Community Forest Management Groups (CFMGs) through the provision of planting materials, tools and small equipments; and
- (iv) Agro-tourism pilot, aiming to support the MOAF's efforts to promote tourism in the Project Area.

4.2. *Agricultural intensification and support to market access.* This Component targets exclusively farmers, primarily dairy and horticulture producers, who are located in *gewogs* with agro-ecological potential for growth or intensification of production and with access to roads, with the goal of increasing agricultural production, productivity and intensity in selected strategic sub-sectors with market potentials. It is composed of the four following sub-components:

- (i) Selected support for intensified agricultural and livestock production, which aims at providing technical and material support to selected groups of farmers and/or livestock owners (vegetable growers, potato seeds producers, citrus growers, dairy producers and yak herders) in selected *gewogs* so as to increase agricultural and/or livestock productivity and the production of marketable surpluses.

(ii) Infrastructure development, which will finance the rehabilitation (or construction) of strategically selected existing (or new) farm roads, as well as the rehabilitation of existing, or development of new, strategically selected irrigation schemes.

(iii) Support to supply chain and market development, which will finance the establishment of key marketing infrastructure and provide training and material support to existing, or new, farmers' groups engaged in the processing and marketing of agricultural produces.

4.3. Project Management and Coordination. This Component consists of two sub-components:

(i) Service delivery mechanism to farmers, which will finance the costs for introducing and implementing the Farmers' Field School concept; and

(ii) Project management, which will finance the acquisition of essential equipment and technical assistance to support *Dzongkhag* Administrations as described below in implementing grass-roots level project activities.

## **II. Implementation Arrangements**

5. *Lead Project Agency*. The MOAF of the Borrower/Recipient, in its capacity as Lead Project Agency, shall take overall responsibility for the Project.

6. *Project Steering Committee ("PSC")*. The PSC will provide oversight and policy guidance to the implementation of the Project.

6.1. *Composition*. The PSC will be chaired by the Secretary of MOAF, and composed of the Directors of line departments of MOAF including the Department of Agriculture, the Department of Livestock, the Department of Agricultural Marketing and Cooperatives, and the Department of Forestry and Park Services, the Project Coordinator, senior representatives at or above the division-chief level from line departments of the Ministry of Finance (MOF) including the Department of National Budgets and the Department of Public Accounts ("DPA"), and the representatives of the Ministry of Home and Cultural Affairs ("MOHCA") and of the Gross National Happiness Commission ("GNHC"). The PSC will meet twice a year. It will, inter alia, review project progress, discuss issues and shortcomings, provide policy guidance and approve the Annual Work Plans and Budgets (AWPBs).

7. *Ministry of Finance (MOF)*. The IFAD Focal Point within the DPA of the MOF will be responsible for the clearance of Withdrawal Applications and will facilitate operation of the Designated Accounts. The IFAD Focal Point will also facilitate the preparation of consolidated financial progress reports and will ensure liaison with all relevant Departments of the MOF and with the Royal Audit Authority, the GNHC and the MOAF.

8. *Project Coordination Unit ("PCU") and the Project Coordinator*. Project coordination and overall implementation will be the responsibility of the PCU, led by a fully-dedicated Project Coordinator and established within the MOAF Secretariat. The Project Coordinator will be directly accountable to the MOAF Secretary and undertake the same responsibilities as those of the Project Director as described in Section 7.11 of the General Conditions, as may be amended from time to time. The Project Coordinator will be selected and appointed by the MOAF with prior approval of IFAD based on qualifications, experience and Terms of Reference approved by the Fund. The Project Coordinator will be assisted by a Finance Officer or a senior Accountant to be nominated and to be located within the Administration and Finance Division of the MOAF, and by a Planning, Monitoring and Evaluation Officer to be nominated from the existing staff of the Policy and Planning Division of the MOAF.

8.1. *Main Responsibilities.* The Project Coordination Unit under the leadership of the Project Coordinator will be responsible for, inter alia: (i) support to the preparation of district-level AWPBs and preparation of the consolidated project AWPB for submission to the Fund and to the PSC for approval; (ii) approval of budget releases to the *Dzongkhag* Administrations; (iii) preparation of accounts for submission to MOF and preparation of consolidated financial reports and statements of expenditures for submission to the Fund and the Borrower/Recipient; (iv) supervision of Monitoring and Evaluation activities and outcome and impact measurement; (v) preparation of consolidated semi-annual and annual progress reports; (vi) ensuring the compliance with the Borrower/Recipient's procurement rules and IFAD's Procurement Guidelines, Loan Covenants and Guidelines on Project Audits; (vii) supervision of field-level activities and identification of capacity building needs at the *dzongkhag* and *gewog* levels and organization of necessary technical assistance or training; (viii) coordination of inter-departmental work; (ix) liaison with the Fund and all partner organizations; (x) procurement of selected equipment, material and technical assistance; and (xi) management of the PCU Project Letter of Credit Account.

9. *Line Departments.* The Line Departments of the MOAF will be the lead technical agencies. Within each of the Project-related line departments, a Project Focal Point will be appointed to provide the necessary technical backstopping to the Project Coordinator, the RAMCO staff and District Officers as and when required.

10. *Dzongkhag Administrations.* The *Dzongkhag* Administrations in the six districts within the Project Area will be the main implementing entities at the grass roots level. Field activities will be coordinated and supervised by: (A) the District Agricultural Officers, District Livestock Officers and District Forestry Officers who will be responsible for, inter alia, the following: (i) identification of most suitable activities and Project investments as inputs for the preparation of district-level AWPBs; (ii) supervision, technical backstopping and training of *gewog* staff; (iii) community mobilization, group formation and training of farmers' groups' members and support to cooperatives, where appropriate; and (iv) management of inputs and equipment supply, and (B) the District Engineering Officers, who will be responsible for, inter alia, the following: (i) identification and selection of the farms roads and irrigation schemes to be newly constructed or rehabilitated; (ii) supervising civil works' procurement processes in accordance with IFAD Procurement Guidelines, dated 17 September 2010, as may be amended from time to time; and (iii) management of contractors' contracts. In addition, the District Planning Officers will assist in the preparation of the draft district-level Project AWPBs and progress reports; while the District Finance Offices will manage the district Project Letter of Credit Accounts and prepare the required financial reports.

11. Regional Agricultural Marketing and Cooperative Office ("RAMCO"). The RAMCO will be responsible for, inter alia, the following: (i) implementation of marketing-support related activities; (ii) management of the RAMCO Project Letter of Credit Account; and (iii) preparation and submission of related financial reports to the PCU.

12. *Annual Work Plans and Budgets (AWPBs).* The PCU will prepare a draft AWPB for each Project year, and will propose such a draft to IFAD for no objection, after which the draft AWPB will be submitted to the PSC for approval. In cases where the PSC introduces substantial changes to the AWPB previously seen by IFAD, no-objection shall be sought from IFAD for such changes.

13. *Project Implementation Manual ("PIM").* The PCU shall prepare a draft PIM as soon as practicable, but in no event later than ninety (90) days after the entry into force of this Agreement. The PSC shall approve the PIM only with prior agreement of the Fund, and provide a copy thereof to the Fund.

## **Schedule 2**

### *Allocation Table*

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and Grant, the allocation of the amounts of the Loan and Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in USD)	Percentage of eligible expenditures
I. Civil Works	2 110 000		80% of total expenditures
II. Training and Technical Assistance		1 880 000	100% of total expenditures excluding cofinanciers' contributions
III. Equipment and Material	2 245 000	20 000	70% of total expenditures, excluding beneficiaries' contribution.
IV. Livestock	210 000		100% of total expenditures excluding beneficiaries' contribution
Unallocated	1 035 000	100 000	
<b>TOTAL</b>	<b>5 600 000</b>	<b>2 000 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Livestock” means expenditures related to the purchase of livestock and poultry except for the expenditures related to vaccines.

“Equipment and Material” includes, inter alia, one (1) vehicle to be financed by resources from the Grant.

## Key reference documents

### **Country reference documents:**

- Tenth Five-Year Plan (2008-2013)
- RNR Sector Tenth Plan (2008-2013)
- Cooperative Amendment Act (2009)
- Farmer Group and Cooperative Development Strategy (2008)
- Amended Local Government Act (2009)
- Road Act of Bhutan (2004)
- Guidelines for Farm Road Development (2009)
- Guidelines on Road Classification System and Delineation of Construction and Maintenance Responsibility (2009)
- Environmental Assessment Act (2000)
- Land Act of Bhutan (2007)
- Draft Tourism Bill (2010)

### **IFAD reference documents:**

- Project design document (PDD) and key files
- Administrative Procedures on Environmental Assessment

## Logical framework

2

EXPECTED RESULTS	PERFORMANCE INDICATORS OVERALL GOAL	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS
To reduce rural poverty, enhance the standards of living and enhance food security of poor rural households in six eastern districts.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Percentage reduction in the proportion of people living below poverty line</li> <li>- Percentage of farmers reporting increase in agricultural and livestock productivity</li> <li>- Percentage of farmers and livestock owners reporting increased income</li> <li>- Percentage of farmers reporting improved food security</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- PCU impact surveys</li> <li>- Statistics collected by gewogs extension staff and monitored though the PLAMS</li> </ul>	No major economic shocks or crisis
To improve the productivity of subsistence-based farming systems in communities with no road access, and to intensify the production of cash crops and dairy products, while enhancing smallholders' access to markets, in communities with road access.	<p><b>PROJECT PURPOSE</b></p> <p><i>Remote gewogs - Subsistence farming:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Incremental production</u>: 100 tons Paddy; 420 tons vegetables; 180 tons maize; 60 tons grains, pulses and oil seeds; 360 tons potatoes; 90 tons chilli; 1,600 tons fruits; 1.1 million eggs</li> <li>- Increase in cropping intensity for subsistence farming from 79 percent to 100 percent</li> <li>- Percentage reduction in post-harvest losses</li> </ul> <p><i>Other gewogs:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Incremental production</u>: 1,170 tons Paddy; 1,900 tons vegetables; 220 tons maize; 430 tons grains, pulses and oil seeds; 4,000 tons potatoes; 200 tons chilli; 3,000 tons fruits; 3.45 million litres milk; 270 tons yak cheese; 27 tons yak butter</li> <li>- Increase in cropping intensity from 112 percent to 155 percent</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Statistics collected by gewogs extension staff and monitored though the national Planning and Monitoring System (PLAMS)</li> <li>- Records from producers' groups</li> </ul>	<p>No major natural disaster in the Eastern region (such as earthquake or floods)</p> <p>Cheaper imports do not make farming an unattractive proposition</p>
Component 1: To enhance the productivity of subsistence farming systems and to diversify the livelihoods means of remote communities.	<p><b>OUTCOMES AND OUTPUTS</b></p> <p><u>Outcomes:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1,216 ha of arable land under appropriate land use and land management practices</li> <li>- 6 ha of land producing fruit tree seedlings</li> <li>- 18.5 ha of land producing quality seeds</li> </ul> <p><u>Outputs:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 44 Farmers' Field Schools established and functional</li> <li>- 880 farmers provided with tools, planting materials and other inputs and trained in improved farming practices, vegetable and fruit production</li> <li>- 880 household-based food drying/storage facilities constructed</li> <li>- 500 households provided with poultry and trained in backyard poultry raising</li> <li>- One agro-tourism pilot implemented</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- PCU impact surveys</li> <li>- Statistics collected by gewogs extension staff and monitored though the PLAMS</li> <li>- Records from producers' groups</li> </ul>	<p>Adequate labour available to increase production</p> <p>Gewog Extension Agents are willing to walk long distances to reach out to remote communities</p>
Component 2: To increase agricultural production, productivity and cropping intensity in selected, strategic sub-sectors with market potentials and to improve market access for rural producers	<p><u>Outcomes:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2,600 ha of arable land under appropriate land use and land management</li> <li>- 150 ha of organic farms developed</li> <li>- 7 ha of land producing citrus seedlings</li> <li>- 134 ha of fruit orchards rehabilitated developed</li> <li>- 1,900 ha of potato/maize-based dry land and 450 ha of paddy-based wet land developed</li> <li>- 1,600 households and 800 yak herders engaged in commercial dairy production</li> </ul> <p><u>Outputs:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 agricultural-based FFS and 24 dairy groups established and functional</li> <li>- 3,050 households trained in improved agricultural practices and dairy production and provided with planting material, livestock, tools and other inputs</li> <li>- 100 protected vegetable producing units, 50 vegetable seedling producing units. 10 milk collection points and 4 small-scale milk processing units established</li> <li>- 39 km of farm roads rehabilitated/constructed</li> <li>- 400 ha of irrigation schemes rehabilitated</li> <li>- Marketing, processing and storage infrastructure constructed</li> <li>- Linkages established between producers' groups and traders and producers' groups trained in marketing, processing and value-addition</li> </ul>		<p>Farmers are willing to buy agricultural inputs</p> <p>Farmers' dependency syndrome decreases</p> <p>The MOAF remains committed to implementing the One Gewog Three Products (OGTP) priority programme</p>